

Communiqué

Entourloupette et/ou Conflit d'intérêt

***Eau Secours!* demande au maire de Montréal de ne pas signer le contrat avec Géniau**

Montréal, le 13 décembre 2007 - La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!* s'indigne devant l'attitude de la ville de Montréal qui tente de renier par la porte arrière ses engagements pris par la porte d'en avant. C'est-à-dire ne pas faire de PPP dans le domaine de la gestion des infrastructures de l'eau. La Coalition fait appel au maire Gérald Tremblay pour que le contrat de gestion des compteurs d'eau avec Géniau ne soit pas signé.

Pour le président de la Coalition André Bouthillier : *« C'est le comble que la ville se fasse tenir la main par des ingénieurs conseils à toutes les étapes de la gestion de l'eau. Ces mêmes conseillers qui ne cessent de faire et de défaire leurs alliances pour se partager le pactole des services publics. Voilà ce qui arrive lorsque les politiciens refusent de faire confiance à la fonction publique municipale pour gérer correctement et sans conflit d'intérêt le bien public».*

Que la ville de Montréal utilise le secteur privé de l'économie pour certains travaux occasionnels ou dans des cas où les technologies l'exigent, *Eau Secours!* pourrait comprendre. Mais lorsque des contrats de gestion des infrastructures de l'eau sont accordés pour 15 ans et plus et lorsque le privé investit des sommes, cela se nomme un PPP (Partenariat public-privé).

Qu'à l'intérieur du service de la ville, cette dernière crée un Bureau des projets, c'est l'équivalent de l'Agence des partenariats public – privé du Québec de la présidente du Conseil du trésor, Madame Jérôme-Forget et c'est inacceptable pour la Coalition.

Selon Martine Ouellet, vice-présidente *« Toute cette démarche contredit l'orientation de la Politique nationale de l'eau. Pire, cela contredit dans les faits ce que la ville avance depuis 2003. Qu'elle gèrera et développera l'expertise elle-même pour devenir l'exemple de gestion en « intrapreneurship ». Le geste qu'elle s'apprête à poser exprime le contraire de son discours.*

Pour la Coalition, la ville devra faire la preuve que les compteurs, vannes et systèmes de télémétrie

leur appartiendront, car il n'est pas question que les banques de données passent par les mains d'entreprises qui se serviraient de ces données comme avantages dans leurs soumissions ultérieures sur d'autres dossiers limitrophes.

Après que la Fédération des municipalités du Canada ait reçu l'étude de l'INRS qui ne recommande pas la gestion de l'eau par PPP, que la ville de Westmount se soit rendue compte qu'elle économiserait 200 000\$ par année à gérer elle-même ses infrastructures, après que la ville de Hamilton en Ontario ait mis fin au PPP qui durait depuis 10 ans, après qu'Atlanta aux USA ait mis fin à son PPP avec Saur et maintenant que le maire de Paris souhaite mettre fin aux PPP en vigueur depuis des années avec les multinationales de l'eau, voilà que la ville de Montréal semble prendre le mauvais train, à la mauvaise gare.